



Regard sociologique sur les déterminants des violences électorales présidentielles en Côte d'Ivoire

Memon FOFANA & Abou N'DRI KOUAME

Sociologues

Université Péléforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire)

Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales

fofanamemon20@yahoo.fr / ndri22kouame@gmail.com

Résumé: Si la question des conflits et leurs modes de règlement ont fait l'objet de beaucoup d'études, il n'en est pas le cas pour les violences et les conflits pendant et après les élections. La résurgence des violences électorales et leurs ampleurs à la suite de la signature de l'accord de non-violence, observée de nos jours, autorise la conduite de réflexions profondes pour comprendre les conditions d'un climat de stabilité pendant et après les élections.

La présente étude à travers la construction des facteurs qui conditionnent le climat de stabilité pendant et après les élections, apporte des éléments de réponses aux questions suivantes: - quels sont les facteurs qui influencent les violences électorales? - Comment la communauté nationale construit elle-même les conditions de stabilité pendant et après les élections? - Quels sont les rôles et responsabilités des femmes dans la gouvernance endogène, la prévention et la résolution des conflits électoraux?

L'étude utilise une méthodologie participative (approche qualitative) qui permet aux communautés locales, aux groupements et à l'ensemble des entités impliquées dans le processus électoral et la gestion des conflits, d'identifier les facteurs des conflits électoraux, les conditions d'un climat de stabilité post-élection seuil de rupture et la capacité de résilience.

Contexte de l'étude :

Les conflits sociopolitiques ont fait l'objet de nombreuses études à la fois sur leurs déterminants, leurs origines et leurs incidences au plan économique, social, culturel et environnemental. Les travaux effectués par Collier (2000)¹; Kaldor (1999)², Collier and al. (2006)³, Doyle and Sambanis (2006)⁴, apportent, à travers une démarche analytique et statistique, des éléments de compréhension de la résurgence, de l'aggravation et de la complexité des conflits civils ou militaro-politiques. Les conclusions de ces travaux ont permis de définir des cadres d'intervention au plan mondial pour la gestion des conflits armés. Les systèmes mondiaux conçus au XXe siècle étaient destinés à résoudre les tensions entre États et les cas isolés de conflit civil.

Les guerres, qu'elles soient interétatiques ou civiles, suivent une logique et une séquence données et opposent des belligérants connus — États souverains ou mouvements rebelles bien



définis. Si un conflit s'envenime et que de véritables hostilités éclatent, celles-ci finissent par trouver un terme (dans la victoire d'un camp sur l'autre ou un règlement négocié); vient ensuite une période «post-conflit» de courte durée qui aboutit au rétablissement de la paix (Banque mondiale, 2011)⁵. Selon cet auteur, le système mondial repose essentiellement sur ce modèle qui attribue aux différents acteurs nationaux et internationaux un rôle clairement défini: promouvoir le développement en œuvrant pour la prospérité et en renforçant les capacités de l'État-nation (mais en restant à l'écart durant la phase d'hostilités); privilégier la voie diplomatique, en assurant une fonction de prévention ou de médiation dans le cas de conflits entre États, ou entre le pouvoir central et les mouvements rebelles dans le cas d'un conflit national; assurer le maintien de la paix durant la période qui suit le conflit ; et apporter une aide humanitaire.

Si, les menaces de guerre civile et de conflits inter et/ou intra-étatiques ont, certes, diminué sur ces 30 dernières années en Afrique, les violences et les conflits pendant et après les élections n'ont pour autant pas disparus. Comme illustration, nous avons les cas de Madagascar en 2001, du Togo en 2005, du Kenya en 2007 qui a causé la mort d'au moins 1 500 personnes et le déplacement de centaines d'autres personnes, du Zimbabwe en 2008, du Gabon en 2009, de la Guinée en 2010, de la République démocratique du Congo et du Nigeria en 2011 qui a fait plusieurs centaines de morts (Darracq et Magnani, 2011, Batassi, 2016, UNOWAS¹, 2017).

En Côte d'Ivoire, depuis l'avènement du multipartisme, les élections ont souvent été émaillées de conflits violents surtout dans un contexte où les politiques manipulent les populations très souvent analphabètes soit 55,5 %, (MICS, 2016). Entre 1990, et 2000 en passant par 1995, les élections présidentielles, législatives et municipales se sont soldées par des soulèvements populaires occasionnant plusieurs morts dans plusieurs zones du pays (Fauré, 1991). Entre 1990 et 2005, 23 pays africains ont connu des conflits violents. Parmi ces pays y figurent la Côte d'Ivoire.

En 2010, les élections se sont déroulées dans un environnement de méfiance et de violence qui ont débouché sur une crise post-électorale soldée par plus de 3000 morts (Base de données ACLED, 2010-2013). Outre ces pertes en vie humaine, de nombreuses exactions ont été commises à l'encontre des populations civiles notamment des détentions et exécutions

¹ Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



arbitraires, des actes de tortures, des massacres, des disparitions et des cas de viols (Rouppert, 2012).

Les élections municipales et régionales d'octobre 2018 ont occasionné des troubles, des contestations et des pertes en vie humaine dans plusieurs quartiers d'Abidjan et ville de l'intérieur du pays. Il s'agit notamment de Koumassi, de Port Bouet, de Bassam, de Bondoukou, de Lakota, etc. cette nouvelles formes de conflit et de violence pendant et après les élections mettent en péril le développement du pays.

Selon la Banque Mondiale (2011), le jeu des acteurs au conflit et les conditions dans lesquelles ces élections sont structurées, expliquent cette situation. Certains mouvements politiques tirent leur financement d'activités criminelles, comme c'est le cas en Sierra Leone et au Libéria. Des bandes criminelles organisées contribuent aux violences politiques en période électorale, comme en Côte d'Ivoire.

Ces explications permettent certes d'avoir une idée des origines des conflits électoraux, mais présente des limites : leurs caractères non inclusifs et non déterministes. Non inclusive parce qu'il reste l'affaire des seuls acteurs politiques et/ou belligérants. En outre, ces causes n'ont quasiment pas un caractère endogène. Non déterministe parce qu'il ne découle pas d'une approche d'analyse de causalité réelle.

Ainsi, l'observation actuelle du cycle de violence pendant et après les élections dans lesquelles s'est installée la Côte d'Ivoire, alors que des chartes de non-violence ont été conclus aux forceps, nécessite de jeter un regard profond sur la portée réelle de celle-ci. La question fondamentale qui s'érige, alors, est de savoir quels sont les facteurs sociaux susceptibles de rendre compte de la persistance des conflits électoraux en Côte d'Ivoire?

Cette question constitue la trame d'analyse qui va guider la conduite de cette recherche. Vu les enjeux électorale futur de 2020, Cette recherche vise à apporter des éléments de solutions aux priorités actuelles de l'émergence de la Côte d'Ivoire: asseoir les bases d'une réconciliation nationale et maintenir le climat de stabilité post-conflit électoral.

1. Méthodologie de l'étude

1.1. Cadre théorique

Dans le champ des sciences sociales, les premières études établissant le lien entre conflits armés et indicateurs du développement humain se sont penchées sur les causes des conflits.



Elles ont porté sur les griefs socio-économiques, politiques et culturels pouvant conduire à un mécontentement généralisé et activé la rébellion (Kaplan, 1994; Rice, 2006).

Certains auteurs tels que Hugon (2001) et Cartier (2010) ont mis l'accent sur les facteurs qui créent et exacerbent les griefs, ce sont notamment les modèles historiques de développement, le rôle de l'Etat et les politiques internationales. En revanche, des auteurs tels que Collier et Hoeffler (1998), Fearon et Laitin (2003) ont expliqué l'apparition des conflits par la cupidité des rebelles. Selon eux, les pays riches en ressources naturelles ont un risque plus élevé de conflit. Nous empruntons au concept de développement durable, aux travaux réalisés par la Banque Mondiale (2011) et par DFID (2010)² pour établir le cadre théorique qui soutient ce travail.

La multi dimensionnalité pour approcher les questions de développement, aujourd'hui, vient du fait que les problèmes ne sont plus isolables : il existe des interactions entre les sphères économiques, naturelles et socioculturelles. Une analyse des conflits pendant et après les élections demande donc de repérer les différentes dimensions du phénomène considéré et de mettre en place des indicateurs capables d'en mesurer les interactions. Il en est de même dans la construction du climat de stabilité.

DFID (op.cit.) considère une approche intégrée pour l'atteinte de quatre objectifs nécessaires à la construction de sociétés et d'états paisibles. Il s'agit, entre autre : - d'adresser les causes et les effets des conflits et de la fragilité des Etats et construire des mécanismes de résolution des conflits; - d'établir des processus de règlements politiques inclusives de conflits électoraux; - de développer les fonctions principales de l'Etat; - de répondre aux attentes des populations. Pour ces auteurs, adresser ces quatre objectifs, requiert que les acteurs nationaux impliqués dans les processus électoraux et le règlement des conflits interagissent ensemble sur la base d'un processus interne au pays affecté. Ces objectifs sont fortement corrélés et forment un cercle vertueux aidant à maintenir une dynamique positive en renforçant les relations entre l'Etat et les communautés.

La littérature identifie trois facteurs complexes aux causes des violences électorales: les griefs ou motivations, l'opportunité et la faisabilité. Les questions identitaires, la discrimination et le niveau d'inégalité sociale élevé sont les facteurs susceptibles de motiver la violence. Un taux

² (DFID (2010). Building Peaceful States and Societies A DFID Practice Paper. Department for International Development. Printed in the UK),



de chômage et la pauvreté élevé dans un pays peut être l'occasion pour susciter des conflits électoraux et signifier que les individus ont peu à perdre en étant impliqués dans les violences.

Une autre partie de la littérature (Goa, 2014) attribue les conflits électoraux par une mainmise de l'exécutif sur les autres pouvoirs et institutions, le manque de confiance et la suspicion dans l'environnement socio-politique, l'intolérance et les violences verbales ou physiques, l'incivisme et l'irresponsabilité des leaders et des acteurs politiques, l'analphabétisme et l'ignorance de la majorité de la population ainsi que le manque de formation à la culture et la communication politique.

Toutefois, si la littérature offre une meilleure compréhension des variables qui influencent les violences pendant et après les élections dans nos Etats Africain, elle reste limitée du point de vue de la perception des acteurs nationaux sur la façon dont eux-mêmes déterminent les facteurs susceptibles de rendre conflictuels ou non le processus électoral. Même si dans les travaux de la Banque Mondiale (2011), des enquêtes ont été réalisées dans certains pays objet du rapport, la méthodologie utilisée n'est pas participative.

A partir de ce qui précède, notre approche méthodologique, consiste à déterminer la façon dont la communauté nationale construit elle-même les facteurs qui rendent conflictuels ou non les processus électoraux en Côte d'Ivoire. Nous nous appuyons, à cet effet, sur la MAPP : Method for Impact Assessment Programmes and Projects développée par Neubert and Muller (2010)³, qui est une variante de la MARP (Méthode Active de Recherche Participative). La MAPP est un outil d'analyse d'impact de projet et programme par les bénéficiaires. Elle est une approche socio-anthropologique d'évaluation des objectifs globaux de programmes et projets, tels que la réduction de la pauvreté, la démocratisation, la sauvegarde de la paix.

1.2. Outils et qualité des enquêtés :

Outils: L'approche a essentiellement été qualitative avec la réalisation de focus group. Des guides d'entretiens ont été élaborés. Avant leur administration, une littérature de l'histoire électorale du pays a servi de support à l'organisation du focus group. L'activité de focus a été réalisée dans le district d'Abidjan et a été articulée autour des facteurs forces qui rendent conflictuels les élections en Côte d'Ivoire.

³ Neubert S. and Muller, R. (2010). MAPP: Method for Impact Assessment of Programmes and Projects. In: Verfahren der Wirkungsanalyse - Ein Handbuch für die Entwicklungspoliti.



Qualité des participants: Ce travail a été structuré en quatre phases: d'abord, une phase préparatoire qui a consisté à la construction de la revue documentaire sur l'objet de l'étude, la préparation des outils et l'enquête proprement dite. Ensuite une phase de dépouillement et d'analyse des données et enfin la phase de la rédaction du papier. Les participants au focus group a été les partis politiques (4), les leaders communautaires (2), les responsables de la société civile (4) les leaders religieux (3). C'est ainsi que le focus a été réalisé avec 13 personnes.

1.3. Méthode d'analyse :

La MAPP qui est une méthode d'évaluation participative dans son essence, repose sur le développement de trois (3) matrices ou tableaux d'analyse par les acteurs ciblés avec l'assistance technique d'un animateur. Il s'agit de: - la courbe de la durabilité; - l'analyse de tendances relatives aux indicateurs; - la matrice d'influence. Mais eu égard à la nature de la présente étude, nous utilisons uniquement l'analyse de tendance relatives aux indicateurs qui militent en faveur ou non des conflits électoraux. Ainsi, comme susmentionné la méthodologie participative (MAPP) permet aux communautés locales, aux groupements et à l'ensemble des entités impliquées dans le processus électoral en Côte d'Ivoire et dans la gestion des conflits, d'identifier les facteurs des conflits électoraux, les conditions d'un climat de stabilité post-élection et la capacité de résilience.

L'analyse des tendances met en relief les indicateurs de conflits électoraux et leur évolution sur une certaine période. Il s'agit d'une analyse rétrospective des événements. Celle-ci porte à la fois sur la période avant et après les différentes périodes électorales. Cependant, avant de dérouler cette matrice, les indicateurs de durabilité de la paix pendant et après les élections devraient être déterminés sur la base de la revue de la littérature. Ces indicateurs sont discutés lors des focus group, pour amendements ou propositions. Les participants déterminent leur propre définition et le contenu des variables nécessaires à leur construction. A titre d'illustration, on identifie les principaux indicateurs: - politiques - économiques - socioculturels - institutionnels - Autres (VIH SIDA, etc.). La figure 1 ci-dessous présente l'exemple d'une matrice de tendance à faire renseigner par les participants au focus.

La figure 1 ci-dessous présente l'exemple d'une matrice de tendance à faire renseigner par les participants au focus.

Matrice d'analyse des éléments de tendance							
	1	2	3	4	5	6	7
Indicateurs	Année 1	Année N	Tendances



de non-violence							
A. Environnement							
A1							-
A2							+
A3							+/-
B. Politiques							
B1							-
B2							+-
C. Économiques							
C1							++
C2							+
D. Socioculturels							
D1							-
D2							--
E. Institutionnels							
E1							++
E2							-
Légende : ou 5 = très bien, ou 4 = bien ... ou 3 = moyen, .. ou 2 = mauvais, . ou 1 = très mauvais --baisse deux fois ; - plus récente moins qu'avant ; +/- pas de changement ; + plus qu'avant ; ++ est monte deux fois							

La lecture de cette matrice est assez simple. Dans la colonne des indicateurs identifiés ci-dessus, par exemple, les participants aux focus group détermineront par eux-mêmes les variables qui entrent dans la formalisation de l'indicateur. Ensuite, une note est attribuée sous la forme de point comme l'indique la légende sur la pertinence de chaque indicateur sur les critères A, B, C et D de la stabilité pendant et après les élections.

2. Déterminants sociaux qui rendent conflictuel les violences électorales en Côte d'Ivoire: le point de vu des acteurs à l'étude

Matrice d'analyse des éléments de tendance							
	1	2	3	4	5	6	7
Indicateurs de non-violence	1990	1995	2000	2005	2010	2015	Tendances
Qualité sociale des élections							
Qualité des parties politiques /	●	●●	●●	●●	●●●	●●●●	+



chômage des jeune							
Poids relatif de la fracture identitaire	●●●●●	●●●●●	●●●●	●●●	●●	●●	-
Hégémonie du colonisateur	●●●●●	●●●●●	●●●●●	●●●●●	●●●●	●●●	-
Composition de la Commission électorale (CEI)	●	●●●	●●	●●●	●●●	●●●	+
Qualité des institutions	●●●●	●●●●	●●●	●●●	●●●	●●●	+/-
Accès aux moyens de communication							
Accès aux systèmes de communication de l'Etat par les parties de l'opposition	●	●●●	●●●●	●●●●	●●●●	●●	-
Existence d'un cadre d'échange permanent entre les Elites	●	●●●	●●●	●●●	●●●●	●●●●	++
Qualité des projets de société des candidats							
Prise en compte de l'aspiration de la population	●	●●●●●	●●●●●	●●●●●	●●●●●	●●●●●	+
Respect des engagements	●●●	●●	●●	●●	●●●	●●	+



prise lors des campagnes							
Accès aux services sociaux de base							
Disponibilité α qualité des services sociaux de base	••	••	••	••••	••	••	+/-
Education de qualité	••	••	••	••••	••	••	+/-

Légende: ou 5 = très bien, ou 4 = bien ... ou 3 = moyen, .. ou 2 = mauvais, . ou 1 = très mauvais --baisse deux fois ; - plus récente moins qu'avant ; +/- pas de changement ; + plus qu'avant ; ++ est monte deux fois

2.1. Analyse des indicateurs de qualité sociale des élections

De l'avis des opinants au focus group, le chômage des jeunes, la qualité des parties politiques et la nature de la composition de la Commission en charge de l'organisation des élections (CEI en Côte d'Ivoire) sont importantes pour l'amélioration de la qualité des élections dans nos Etats. La tendance positive de la perception de ces indicateurs en est une illustration. En effet, les participants au focus group estiment que lors des élections, il n'existe généralement pas de consensus autour de la commission électorale indépendante. L'analyse du discours des participants au focus laisse entrevoir que les élections consensuelles, sans violences impliquent l'existence d'un consensus populaire ou d'un accord collectif sur la commission électorale indépendante.

Cependant, les commissions électorales indépendantes ont toujours été objet de divergences entre les parties politiques avec la remise en cause perpétuelle de ses valeurs et principes politiques, institutionnelles et morales par une ou des partis de l'opposition. Cette situation durcisse les relations entre la majorité politique au pouvoir et la minorité politique qui s'étant par la suite à la classe gouvernée.

De l'avis des répondants, cette situation s'explique par la forte prédominance de l'hégémonie du pays colonisateur dans les processus électoraux, la fragilité des institutions qui régissent la



nation et surtout par le poids de la fracture identitaire. Selon les participants au focus group, les institutions ont toujours été fragiles quant au maintien d'un climat de consensus social, de sérénité et de paix sociale pendant et après les élections qui se sont déroulées sur la période de 1990 à 2015. Autrement dit, sur la période de 1990 à 2015, les institutions fondamentales chargées de réguler la nation n'ont pas encore été capables de poser des bases consensuelles d'élection pacifique.

La tendance positive/négative (+/-) de la perception de ces indicateurs en est une preuve palpable. A l'analyse, la cause réelle et évidente des conflits électoraux résiderait dans la fragilité des institutions, C'est-à-dire, dans ce qui fonde la vie sociale de la nation. Or donc, seule une institution forte est capable de construire un système sociétal assez loyal et transparent, assez compétitif et juste et de rendre possible l'alternance au pouvoir entre majorité et minorité successive.

2.2. Analyse des indicateurs d'accès aux moyens de communication

De l'avis des opinants au focus group, l'existence d'un cadre d'échange et de négociation entre les élites et/ou les parties politiques est importante dans l'apaisement des tensions électorales. Cet indicateur est monté au moins deux fois. C'est donc une tendance forte à la hausse.

Les opinants laissent entrevoir que le manque d'un tel cadre de concertation entre les élites bien avant les élections constitue l'une des sources potentielles des conflits électoraux. L'existence d'un cadre de concertation ou d'échange peut avoir un double effet sur le processus d'apaisement des élections: un effet positif si ce cadre est utilisé pour renforcer les arguments en présence et aplanir les divergences; par contre, l'effet peut être négatif si les élites utilisent plutôt ce moyen pour ralentir ou saboter le processus électoral.

En fait l'existence d'un cadre permanent de concertation favorise l'accès aux moyens de communication et de négociation. De l'avis des répondants, le manque de cadre de concertation et d'échange permanent entre les élites ou partie politique freine l'accès de la minorité successive aux médias d'Etat. C'est ainsi qu'à l'approche des élections, les médias d'Etat deviennent le plus souvent la propriété privée de la majorité au pouvoir.

2.3. Analyse des indicateurs de la qualité des projets de société des candidats

Les résultats du focus laissent entrevoir que la qualité des projets de sociétés des candidats, la prise en compte des aspirations du peuple et l'application effectives de ce projet, sont



important pour le déroulement pacifique des élections. La tendance positive de la perception de ces indicateurs en est une illustration.

En effet, de l'avis des opinants, sur les périodes électorales de 1990, 2000, 2005 et 2015, il existait un décalage entre les projets de société des candidats (majorité au pouvoir et minorité successive) et les aspirations sociales et économiques de la population. Les scores obtenus lors du focus group illustrent bien cette situation. Le non-respect des engagements de campagne et/ou la dégradation de la gouvernance du candidat élu est susceptible d'être une source potentielle de conflit lors des élections prochaines selon les participants au focus group.

2.4. Analyse de l'accès aux services sociaux de base (santé & éducation)

L'analyse des conditions de vie des ménages selon l'approche par les besoins de base, exige qu'un individu doit pouvoir satisfaire certains besoins fondamentaux qui sont nécessaires à l'atteinte d'une certaine qualité de vie.

L'éducation, l'hygiène et l'accès aux soins de santé de qualité constituent un stock essentiel de ces besoins de base. Leur satisfaction permet à la population d'avoir un cadre de vie agréable même si elle ne suffit pas à sortir de la pauvreté, notamment monétaire. Elle a l'avantage, néanmoins, de donner aux ménages les aptitudes (la non exposition aux maladies invalidantes liée aux effets d'une bonne santé, d'une bonne hygiène et d'un cadre de vie sain), les connaissances (l'accumulation de savoir-vivre par le biais de la scolarisation) et les moyens de création de richesse.

Ces besoins sont considérés comme des biens publics dont la mise à disposition au profit des populations, est du domaine de l'Etat. Ce dernier, par le biais de ses institutions et agences d'exécution, pourvoie à la satisfaction des besoins de base au profit des populations. Les données témoignent que la satisfaction quantitative et qualitative de ces besoins fondamentaux par les gouvernants permet d'atténuer les risques de conflits pendant et après les élections présidentielles. Malheureusement, en Côte d'Ivoire, l'analyse du tableau montre une faible qualité en matière d'éducation et de santé. Cette situation favorise donc le détournement des objectifs des populations surtout des plus jeunes au profit des politiques. De sorte qu'ils les utilisent pour revendiquer la "justice" au risque de leur vie. De cette manière, les conflits ne font que s'intensifier car « personnes n'a tort, tous ont raison » dicit un enquêté. Et portant, la satisfaction des besoins d'accès aux infrastructures sociales de base en occurrence la santé et l'éducation détourne les populations des querelles politiques. Les



gouvernants des pays en proie à des conflits sociopolitiques, devraient donc investir davantage dans ces domaines afin de préserver la paix sociale.

Les participants aux focus group estiment qu'avec les conflits à chaque élection, la disponibilité et l'accès aux infrastructures sociaux de base en occurrence la santé baisse. Il y a très peu d'investissement dans les services sociaux de base. Ces constats transparaissent dans les écrits de Thérèse Loco (1995) et Pierre Cantrelle (1990). Tout se déroule dans une certaine opacité et les populations sont, en général, mise devant le fait accompli. Ce constat tient au fait que selon les participants au focus group, lorsque les gouvernants investissent dans les services sociaux de base en occurrence la santé, cela peut avoir un double effet: un effet positif si les infrastructures sont utilisées pour renforcer la qualité de vie des populations; par contre, l'effet peut être négatif si les gouvernants accordent moins d'attention à ce domaine et laissent le privé dominer le secteur. Cela a été le plus souvent le cas dans la majorité des pays africain.

Par exemple, en Côte d'Ivoire plus de la moitié des ménages ivoiriens, majoritairement pauvres et sans couverture contribuent à la construction de leur propre santé. De telle situation ne peut que renforcer la frustration de cette catégorie sociale qui voit dans chaque élection le changement de cette situation avec l'arrivée d'un nouveau staff de gouvernant. Elle est donc prête à descendre chaque fois que cela est possible, dans la rue pour obtenir ce changement. Selon les résultats, les participants attachent plus d'intérêt à la disponibilité, la qualité et l'accès aux infrastructures sociaux de base en occurrence la santé. La tendance positive/négative (+/-) de la perception de ces indicateurs en est une preuve palpable.

Conclusion

Les pays africains, pour la majorité, depuis l'indépendance connaissent des cycles de fortes perturbations marquées par des coups d'Etat, des guerres civiles et des rébellions. L'acuité de ces conflits s'observe ces dernières années à la veille de joutes électorales. Ces conflits, en général civils, sont, en outre, alimentés par la manipulation dangereuse de la religion et de l'ethnie. L'incertitude du lendemain des élections constitue le souci des citoyens. Toutefois, nous avons présenté dans cette communication quelques résultats de données d'entretiens de focus group réalisés en Côte d'Ivoire. Les résultats montrent l'existence d'un certain nombre de facteurs communs aux conflits post-électorales. La qualité des parties politiques et la nature de la composition de la Commission en charge de l'organisation des élections (CEI en Côte



d'Ivoire) sont importantes pour l'amélioration de la qualité des élections dans nos Etats. Cette situation s'explique par la forte prédominance de l'hégémonie du pays colonisateur dans les processus électoraux. En outre, l'existence d'un cadre d'échange et de négociation entre les élites et/ou les parties politiques et la prise en compte des aspirations du peuple sont importantes dans l'apaisement des élections.

En effet, la prise en compte des aspirations sociales et économiques du peuple, la gestion des périodes pré et post-électorales, sont des déterminants majeurs dans l'apaisement des conflits électoraux. L'efficacité de l'inclusion des différentes composantes du corpus social dans la gestion des conflits est d'autant plus forte que les activités mises en œuvre dans ce sens, sont initiées et conduites par celles-ci.

En outre, l'étude a démontré que l'accès équitable aux services sociaux de base, en occurrence les services de santé, constitue un facteur d'atténuation des violences postélectorales. En effet, plus les aspirations des populations en matière d'accès à la santé, à l'éducation est résolue, moins elle s'adonne aux actions de violence.

Bibliographie

Banque Mondiale (2011). Rapport sur le développement dans le monde: conflits, sécurité et développement. Abrégé, Washington, DC.

CANTRELLE Pierre et Thérèse Locoh. (1990), « Facteurs culturels et sociaux de la santé en Afrique de l'ouest », *Les dossiers du Ceped*.

COLLIER, P. & Hoeffler A. (1998). "On the Economic Causes of Civil War," *Oxford Economic Papers*, 50 (4), 563-595.

COLLIER P. (2000). "Rebellion as a Quasi- Criminal Activity," *The Journal of Conflict Resolution* 44 (6): 839-853

COLLIER, P., A. Hoeffler and M. S`derbom, 2004. "On the Duration of Civil War," *Journal of Peace Research*

FEARON, James D. & Davi, Laitin, D. (2003). "Ethnicity, Insurgency, and Civil War," *American Political Science Review*. 97(1), 75-90.



(DFID (2010). Building Peaceful States and Societies A DFID Practice Paper. Department for International Development. Printed in the UK),

HUGON, P. (2001). «L'économie des conflits en Afrique », *Revue internationale et stratégique*, 43(3), 152-169. doi : 10.3917/ris.043.0152.

KAPLAN, R. (1994). "The Coming Anarchy: How Scarcity, Crime, Overpopulation and Disease Are Threatening the Social Fabric of our Planet," *Atlantic Monthly*, 273(2, february),44-76.

KALDOR, M. (1999), *New and Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford University Press

QUENTIN Wodon, Hassan Zaman (2008). "Rising Food Prices in Sub-Saharan Africa: Poverty Impact and Policy Responses, the World Bank Human Development Network & Poverty Reduction and Economic Management Network October 2008," *Policy Research Working Paper*

LOCOH Thérèse (1995). « Famille africaine, population et qualité de la vie », *Centre français sur la population et le développement (Ceped)*, dossier n°31.

NEUBERT S. and Muller, R. (2010). "MAPP : Method for Impact Assessment of Programmes and Projects," In *Verfahren der Wirkungsanalyse - Ein Handbuch für die Entwicklungspoliti*.

PATTON, M.O (2002) *Qualitative Research and Evaluation Methods* (3rd ed). Thousand Oaks, CA: sage publications.